

Annexe 1

Rapport définissant les
conditions générales de la
Situation Economique et
Financière 2010 – 2011

PREFACE

Le présent rapport qui définit les conditions générales de la situation économique et financière 2010-2011 étant annexé à la Loi de Finances. Ceci, afin de donner un aperçu des résultats de l'année passée pour pouvoir ensuite préciser le cadre macroéconomique à la base de la Loi de Finances 2011. Pour nous permettre de voir l'évolution macroéconomique, cette ébauche retrace un aperçu synthétisé de la situation macroéconomique pour l'année 2010 ainsi que les perspectives économiques et financières pour l'année 2011. Dans l'objectif d'assurer la soutenabilité de l'économie face à l'actuelle conjoncture, un cadrage macroéconomique et fiscal est élaboré afin de servir de référence à la programmation budgétaire pour la Loi de Finances 2011.

Plusieurs évènements ont marqué l'année 2010 dont essentiellement le début des différentes élections pour la nouvelle République, la mise en place des nouvelles Institutions de la Transition, la non arrivée de nouvelles aides budgétaires, un timide regain des activités économiques, sans oublier, les recettes non fiscales engendrées par le contrat d'exploitation de fer à Soalala par le consortium chinois WISCO. Ces faits ont bouleversés certaines prévisions sur le contexte économique et financier. La stratégie du gouvernement pour 2011 sera axée principalement sur le maintien de la stabilité économique et sur l'édification d'un système sociopolitique adaptée à la IVème République.

Ainsi, la présente Loi de Finances mettra en exergue la préparation des différentes élections non échues en 2010 menant à la IVème République, la continuité de l'application de la politique d'austérité dans la gestion des finances publiques, les efforts que va entreprendre l'Etat afin de favoriser la reprise économique à travers l'amélioration du climat des investissements, le soutien au secteur privé, et un appui aux secteurs productifs, sans omettre l'amélioration du plan social qui a grandement souffert durant la crise. Etant annexé à la Loi de Finances, ce rapport étale l'évolution synthétique du cadre macroéconomique pour une meilleure appréciation des résultats des actions menées par le Gouvernement. Il développera également les estimations prévues pour 2011.

REALISATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2010

A. SECTEUR REEL

1. Croissance économique

La persistance de l'instabilité politique interne a des répercussions négatives sur la situation économique et financière du pays durant l'année 2010. Ainsi, le taux de croissance réalisé est de 0,6% contre une prévision initiale de 2,6%. Cette baisse est particulièrement liée à une contraction des activités de production et au recul des investissements dûs à l'arrêt des financements extérieurs. Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 1,1% contre une prévision initiale de 2,6%. Une telle diminution est expliquée par la décroissance de la branche sylviculture, passant de 1,0% dans la prévision initiale à 0,1% en 2010, du fait de l'intensification du contrôle des exploitations illicites de bois précieux. La branche agriculture a connu une baisse du taux de croissance passant de 3,5% dans la prévision initiale à 0,7% du fait, notamment, de la fin de la subvention en intrants agricoles. Pour le secteur secondaire, une hausse de la production dans la branche des industries extractives a enregistré une plus forte croissance de 121,3%. Cependant, la production au niveau de la Zone Franche Industrielle et des industries textiles reste négative. En tout cas, la croissance du secteur secondaire se chiffre à 2,1%. Quant au secteur tertiaire, la reprise est encore fragile. La croissance de -0,1% s'est traduite par un ralentissement de -17,5% au niveau de la branche BTP. Mais les branches transports ainsi que les banques et assurance ont connu une amélioration considérable.

2. Consommation

La consommation totale durant l'année 2010 a enregistré une diminution par rapport à l'année précédente. En effet, par rapport au PIB nominal, celle-ci est de 85,7% si elle était de 92,7% en 2009. La consommation publique se chiffre à 9,7% tandis que celle du privé est à 76,0%.

3. Inflation et prix

Compte tenu de la politique monétaire menée par la Banque Centrale d'une part ainsi que de la stabilité du prix de riz et du carburant au niveau mondial d'autre part, la variation moyenne de l'Indice de Prix à la Consommation de l'année 2010 a été contenue à 9,3% contre une prévision initiale de 11,9%. Le taux d'inflation de fin de période atteint 9,8%.

B. FINANCES PUBLIQUES

La gestion budgétaire de l'année 2010 est basée sur la poursuite de la politique d'austérité, la bonne gouvernance et la transparence. Le ralentissement des activités dans le secteur réel et au niveau du commerce extérieur a eu pour conséquence la morosité des rentrées fiscales ainsi qu'un réajustement des dépenses. Le déficit budgétaire a été ramené à 1,9% du PIB

1. Recettes publiques

Les recettes publiques ont été revues à la baisse, passant d'une prévision de 2 117,4 milliards Ariary à 1 904,7 milliards Ariary, soit un manque à gagner de 212,7 milliards Ariary. Toutefois, une amélioration des recettes non fiscales a été constatée. Ces dernières ont été ramenées à 270,6 milliards Ariary grâce au versement de la redevance d'exploitation minière de Soalala par le Consortium Chinois WISCO. Le taux de pression fiscale a été de 10,5% du PIB.

a) Recettes fiscales intérieures

L'objectif d'élargir l'assiette fiscale a été maintenu en 2010, avec l'application d'une nouvelle démarche sur la rationalisation du système fiscale et de la mise en cohérence avec les objectifs d'efficacité. Cependant, avec la conjoncture assez défavorable, les chiffres d'affaires déclarés par les grandes entreprises, couvrant 80% des recettes fiscales intérieures, sont en baisse. Ce qui explique la diminution du niveau des recettes fiscales, soit 1 095,3 milliards Ariary contre une prévision de 1 156,2 milliards Ariary.

b) Recettes douanières

En matière des recettes douanières, l'accent est mis sur la facilitation des échanges et l'effectivité du recouvrement des droits et taxes douaniers. Le renforcement de la lutte contre les fraudes est aussi poursuivi. Avec la diminution des importations, les recettes douanières ont connu une baisse passant de 961,2 milliards Ariary à 809,4 milliards Ariary.

c) Financement

Les financements extérieurs prévus initialement à 957,2 milliards Ariary pour 2010 sont réduits jusqu'à 586,8 milliards Ariary. Ces financements sont constitués d'emprunts et de subventions pour des montants respectifs de 265,7 milliards Ariary et 321,1 milliards Ariary. Ces financements sont relatifs aux projets sociaux et humanitaires ayant des impacts directs sur la population.

2. Dépenses publiques

En matière de dépenses, l'application de la politique d'austérité ainsi que le taux de régulation ont été poursuivies. Les dépenses totales ont été ramenées à 2 886,7 milliards Ariary, soit une diminution de 558,8 milliards Ariary. Ce sont les dépenses en capital qui accusent une plus forte baisse passant de 1 354,9 milliards Ariary à 948,6 milliards Ariary, car elles sont financées à hauteur de 70% par des ressources extérieures.

C. SECTEUR EXTERIEUR

1. Commerce extérieur

d) Exportations

Une moindre augmentation des exportations de marchandises de l'ordre de 3,4% par rapport à l'année 2009 a été enregistrée en 2010, passant de 676,0 millions DTS à 698,8 millions DTS. Cette faible reprise des activités exportatrices est surtout attribuée à la persistance de la crise politique interne et de la crise économique internationale.

e) Importations

En 2010, les importations de marchandises ont été valorisées à 1 619,0 millions DTS, soit une légère baisse par rapport à l'année 2009, qui était de 1 764,2 millions DTS. La diminution des importations d'équipement a été plus significative. Toutefois, l'importation de produits pétroliers poursuit son accroissement, atteignant une augmentation de 62,0 millions DTS de plus qu'en 2009.

2. Balance des paiements

L'année 2010 a été marquée par une contraction des flux de règlements internationaux. La balance globale des paiements a enregistré un déficit de 96,1 millions DTS contre un déficit de 15,6 millions DTS en 2009. Ce creusement du déficit est imputable à une légère baisse des transferts courants ainsi qu'une détérioration des opérations financières. Toutefois, une timide amélioration de la balance commerciale est

constatée avec un solde de -920,2 millions de DTS contre -1 088,1 millions de DTS en 2009. Cette situation est expliquée par une légère diminution des importations, associée à une exportation quasi stable. Le solde des transactions courantes s'est ainsi amélioré avec un déficit de -896,1 millions DTS, soit de 15,6% du PIB.

D. SECTEUR MONETAIRE

Le contexte financier malgache a également été victime du ralentissement de l'activité économique. Les actions menées par la Banque Centrale sur le marché monétaire et sur le Marché Interbancaire de Devises ou MID ont été indispensables pour une plus grande stabilité de l'économie. En termes de marché des changes, l'Ariary a connu une dépréciation de 15,3% par rapport au dollar et une appréciation par rapport à l'euro au premier semestre de l'année 2010. Pour toute l'année 2010, l'Ariary affiche un taux moyen de 2 098,8 par rapport au dollar et 2 755,8 par rapport à l'Euro.

PREVISIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2011

A. SECTEUR REEL

1. Croissance Economique

La croissance économique pour 2011 sera plus vigoureuse (2,8%) mais avec un léger recul de -0,2% pour le secteur primaire, 12,6% pour le secteur secondaire et 2,9% pour le secteur tertiaire. La forte variation de -20,0% dans la branche sylviculture, liée aux efforts pour enrayer l'exploitation illicite de bois précieux est à l'origine de cette diminution. L'agriculture, l'élevage et pêche auront similairement une croissance de 2,0%. Pour l'année 2011, le secteur secondaire sera le moteur de la croissance économique. En effet, les exportations minières porteront la croissance des industries extractives à 228,2%. En outre, la tenue des différentes élections permet d'escompter un essor de 5,0% pour l'industrie du papier. Le secteur tertiaire connaîtra une reprise pour 2011. Une croissance de 2,9% est escomptée grâce, en premier lieu, à l'essor du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) de 5,2%, expliqué par les différents projets gouvernementaux de construction. Enfin, la branche des télécommunications est constamment en essor (4,0%) avec le développement de la connexion à haut débit.

2. Investissement

Une amélioration apparente du climat d'investissement soutiendra la croissance en 2011. A cet effet, le taux d'investissement est prévu à 31,3% du PIB. Le taux d'investissement du secteur public affiche un avancement : passant de 5,2% du PIB en 2010 à 6,3% en 2011 ; tandis que celui du secteur privé demeure à un taux convenable de 25,1% du PIB contre 26,3% en 2010.

3. Inflation et Prix

En tenant compte des prix sur le marché mondial du pétrole, la variation moyenne du taux d'inflation nationale est calculée à 8,4% pour l'année 2011. De plus, l'adoption de politiques budgétaire et monétaire prudente assure encore la maîtrise de cette inflation.

B. FINANCES PUBLIQUES

La politique du Gouvernement, pour l'année 2011, se basera sur la poursuite de l'austérité budgétaire. Il s'agit de bien maîtriser les dépenses tout en essayant d'atteindre un niveau de recettes optimal.

1. Recettes publiques

En vue d'améliorer la fiscalité tant intérieure qu'extérieure, l'objectif de la politique fiscale consiste en l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi qu'au renforcement de la sécurisation des recettes. Ainsi, les recettes totales et dons connaîtront une hausse de 372,8 milliards Ariary par rapport à la LFR 2010. Avec le déblocage de certaines aides budgétaires déjà convenues, les recettes budgétaires et dons en capital sont aussi prévus à la hausse avec un niveau respectif de 2 417,31 milliards Ariary et 416,9 milliards Ariary contre 2 175,3 et 321,1 milliards Ariary en 2010. Ainsi, la situation globale des recettes fiscales au niveau de 2 311,6 milliards Ariary correspond à un taux de pression fiscale de 11,5%.

2. Dépenses publiques

Du côté de la politique des dépenses publiques, la stratégie visera essentiellement à consolider la bonne gestion de finances publiques tout en poursuivant l'application d'un taux de régulation. L'enveloppe globale sera donc estimée pour financer notamment les priorités du gouvernement de manière à assurer le bon fonctionnement de l'administration et à soutenir la relance économique. Ainsi, les dépenses totales afficheront une hausse de l'ordre de 21,9% dont une augmentation de 33,4% des dépenses en capital. Le déficit budgétaire sera de 612,4 milliards Ariary, soit 3,0% du PIB.

3. Financement

Le décaissement de nouveaux financements extérieurs reste encore incertain. En effet, la prévision en apports extérieurs sur les investissements publics reste encore sensiblement proche du niveau des précédentes années. Cependant, les emprunts extérieurs aussi bien que les subventions sont évalués à la hausse. Le financement extérieur des dépenses en capital passeront de 586,8 milliards Ariary à 773,8 milliards Ariary en 2011.

C. SECTEUR EXTERIEUR

La balance commerciale affichera un solde négatif récurrent de 950,6 millions de DTS en 2011 malgré la prévision de l'évolution des exportations de l'ordre de 26,7% du PIB, les importations n'augmenteront que de 9,9%. Par rapport à l'année 2010, une légère amélioration de la balance courante sera enregistrée pour 2011 avec un déficit de 851,1 millions de DTS, si elle était à 896,1 millions de DTS. Le déficit de la balance globale se creuserait de nouveau en 2011 pour atteindre 182,8 millions de DTS.

D. SECTEUR MONETAIRE

Pour le financement de l'économie, l'assouplissement de la politique monétaire à travers l'application du taux directeur à 10,0% se poursuivra, ce qui devrait attirer progressivement les investissements. Une variation de la masse monétaire cohérente avec le taux d'inflation sera prévue en vue de pouvoir maîtriser ainsi le prix. Une légère dépréciation du taux de change est prévue pour 2011. En effet l'Ariary s'afficherait à 3 345,1 Ariary/DTS en moyenne période, si ce dernier était à 3 169,2 Ariary/DTS. Cela s'explique par l'objectif à maintenir la valeur de l'Ariary pour stabiliser le taux de change et permettre également de maîtriser l'inflation.

ANNEXES

Tableau A1. Madagascar: Indicateurs économiques et financiers, 2009 – 2011

	2009	2010	2011
	<i>(variation annuelle en %)</i>		
Comptes nationaux et prix			
PIB aux prix constants	-3,7	0,6	2,8
PIB aux prix courants	4,4	8,5	10,7
Déflateur du PIB	8,4	7,8	7,7
Ind. des Prix à la Cons. (moy. sur la période)	9,0	9,3	8,4
Ind. des Prix à la Cons. (fin de période)	8,0	9,8	7,6

	2009	2010	2011
	<i>(en pourcentage du PIB)</i>		
Opérations globales du Trésor			
Recettes totales (dons exclus)	11,1	11,9	12,0
Dont: Recettes fiscales	10,6	10,5	11,5
Dons	1,1	2,0	2,4
Dépenses totales	14,7	15,8	17,4
Dépenses courantes (hors intérêt)	9,7	9,7	10,3
Dépenses en capital	4,3	5,2	6,3
Balance globale (base caisse, dons inclus)	-2,5	-1,9	-3,0
PIB nominal <i>(en milliards Ariary)</i>	16 802,9	18 225,5	20 174,8

Taux de Croissance par branche d'activités

	2009	2010	2011
Secteur Primaire	8,5	1,1	-0,2
Agriculture	10,7	0,7	2,0
Elevage et pêche	1,8	1,9	2,0
Sylviculture	30,4	0,1	-20,0
Secteur Secondaire	-7,4	2,1	12,6
<i>Secteur Secondaire hors ZFI</i>	-5,8	12,6	15,4
Agro-indus.	57,3	49,7	1,8
Indus. Extra.	14,3	121,3	228,2
Energie	-0,4	0,0	4,0
Indus. Alimen	-5,9	0,5	4,0
Indus. Boissons	0,1	1,0	4,5
Indus. Tabac	-5,9	0,0	0,0
I. Corps gras	-19,3	0,5	0,5
Pharmacie	-0,2	1,5	1,5
Indus. Textile	-24,6	-30,0	-20,0
I. Cuir	-6,2	1,6	1,4
I. Bois	-33,7	0,1	1,5
Mat. Const.	-4,2	1,3	2,5
I. Métallique	-21,8	-0,5	1,5
Mat. Transport	1,7	1,0	0,9
Appareil Elect	-28,7	-3,0	0,3
I. papier	24,3	10,0	5,0
Autres	-7,3	3,5	3,5
Zone Franche Industrielles (ZFI)	-16,2	-15,0	-9,5
Secteur Tertiaire	-7,1	-0,1	2,9
B.T.P	-17,7	-17,5	5,2
Transports de marchandises	-10,3	5,4	5,5
Transports de voyageurs	-18,6	1,5	2,6
Auxi. Transport	-13,3	0,5	2,1
Télécommunications	9,2	3,5	4,0
Commerce	4,1	2,5	1,5
Banque	16,7	4,1	4,1
Assurance	7,5	2,0	2,0
Services rend. Entrep. & ménages	-14,4	-3,0	1,5
Administration	0,0	1,0	2,0
Charges non imputées	16,7	4,1	4,1
PIB c.f. aux prix de 1984	-2,8	0,5	3,0
Taxes indirectes	-10,0	1,5	1,5
Croissance PIB réel (%)	-3,7	0,6	2,8

Tableau A2. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2009 - 2011

	2009	2010	2011
	<i>(en milliards Ariary)</i>		
Recettes totales et dons	2 054,4	2 533,6	2 906,4
Recettes totales	1 862,2	2 175,3	2 417,3
Recettes fiscales	1 782,0	1 904,7	2 310,1
Recettes non fiscales	80,1	270,6	107,2
Dons	192,3	358,4	489,1
Dons courants	21,0	37,3	72,2
Dons en capital (projets)	171,2	321,1	416,9
Dépenses totales (base engagements)	2 478,0	2 886,7	3 519,4
Dépenses courantes	1 752,5	1 938,2	2 253,8
Personnel (yc I-PPTE)	802,1	1 003,0	1 113,1
Fonctionnement (hors intérêt)	513,7	527,0	738,8
Intérêts dette extérieure dus	33,0	47,9	51,6
Intérêts dette intérieure dus	95,5	122,3	122,4
Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)	307,8	237,1	226,9
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,3	1,0	1,0
Dépenses en capital (yc I-PPTE)	725,5	948,6	1 265,6
Ressources intérieures	359,1	361,8	491,8
Ressources extérieures (yc I-PPTE)	366,5	586,8	773,8
Solde global (base engagement)			
Solde global y.c. dons	-425,0	-353,1	-613,0
Solde global hors dons	-617,3	-711,4	-1 101,5
Coûts nets des Reformes structurelles	0,0	0,0	0,6
Variations arriérés intérieurs	-1,5	0,0	0,0
Financement	425,0	353,1	612,4

Tableau A3. Madagascar: Balance des Paiements 2009 – 2011

	2009	2010	2011
	<i>(en millions de DTS)</i>		
Compte courant	-1 179,8	-896,1	-851,1
Biens et Services	-1 319,3	-989,4	-981,3
Balance Commerciale	-1 088,1	-920,2	-950,6
Exportations Biens, fob	676,0	698,8	760,9
Importations Biens, fob	-1 764,2	-1 619,0	-1 711,5
Services nets	-231,2	-69,2	-30,7
Exportations Services	558,7	667,8	847,5
Importations Services	-789,8	-737,0	-878,2
Revenus	-59,3	-82,7	-79,3
Recettes	22,1	26,2	28,9
Paiements	-81,4	-108,9	-108,2
Transferts courants	198,8	175,9	209,5
Gouvernement	3,9	8,8	-1,7
Secteur Privé	194,9	167,1	211,2
Comptes de capital et financier	1 105,5	846,2	668,3
Transferts de capital	49,0	89,6	95,5
Gouvernement	49,0	89,6	95,5
Dons Projets	56,8	101,3	124,6
Autre	-7,8	-11,7	-29,1
Secteur privé	0,0	0,0	0,0
Compte financier	1 056,5	756,5	572,8
Investissements directs	882,1	803,2	679,1
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0
Gouvernement	40,6	65,1	52,2
Tirages	64,1	84,4	79,4
Prêts projet	64,1	84,4	79,4
Aides budgétaires	0,0	0,0	0,0
Non-Gouvernement	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-23,5	-19,3	-27,2
Secteur privé	71,3	-15,0	-44,1
Tirages	120,1	11,8	12,3
Amortissement	-48,8	-26,8	-56,4
Banques nettes	-11,3	-26,8	0,0
Autres, net	73,8	-70,0	-114,3
Erreurs et Omissions	58,7	-46,2	0,0
Balance globale	-15,6	-96,1	-182,8